La recherche de nouvelles bases

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 925

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1018376

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La recherche de nouvelles bases

(*jd*) L'analyse des transformations de la société (DP 923) et de la situation présente du parti socialiste suisse (DP 924) conduit le groupe «Perspectives» à préconiser une nouvelle stratégie politique. Ce dernier n'a pas la prétention de définir exhaustivement et à lui tout seul cette stratégie; il se limite à avancer quelques propositions pour un débat qui doit enfin s'ouvrir.

Le PS doit en priorité identifier les problèmes majeurs de la société, les problèmes dont la solution va influencer fortement notre avenir. Le groupe mentionne notamment:

— La place du travail dans les transformations structurelles de l'économie: assurer les emplois, empêcher l'évolution vers une société duale (salariés/chômeurs, spécialistes/manœuvres); répartition et flexibilisation du temps de travail.

— La protection du milieu naturel: développement d'une économie qui intègre l'environnement, d'une consommation et de loisirs écologiques.

— L'adaptation de la sécurité sociale aux réalités actuelles: d'une attitude défensive à des propositions positives.

— Le rôle de l'Etat.

— L'égalité entre hommes et femmes.

— La maîtrise des dangers liés aux nouvelles technologies et la contribution de ces dernières au progrès.

— Problèmes et développements potentiels de la société des loisirs: culture, formation, tourisme, médias.

— Promotion de la paix et de la justice dans le monde: politique de sécurité et politique étrangère, rapports de la Suisse avec l'Europe (le texte date de 1986!) et avec le tiers monde.

Ce bref inventaire montre qu'à l'avenir les clivages sociaux et économiques ne seront plus prioritaires, dans la mesure où les problèmes majeurs que nous aurons à affronter ne permettent pas une analyse en termes d'affrontements sociaux traditionnels. Le groupe «Perspectives» en conclut que la politique socialiste doit trouver des bases plus larges que la représentation des intérêts économiques de certaines couches sociales.

Ces problèmes appellent des réponses crédibles. C'est la tâche du parti socialiste, s'il veut conduire une politique efficace, d'élaborer assez tôt ces réponses, avant même que ne s'ouvre le débat dans l'opinion publique. Sur tous les thèmes qui lui paraissent d'importance pour l'évolution de la société, le PSS a à jouer un rôle de précurseur. Ainsi armé, il pourra mieux convaincre les citoyennes et les citoyens de la validité de ses réponses. L'hégémonie culturelle, selon l'expression du socialiste allemand Peter Glotz, est l'antichambre du pouvoir politique; sans message clairement articulé, sans objectifs pour le long terme, il n'y a pas de mobilisation possible.

Pour ce qui est de l'application de son programme, le PSS est confronté à une difficulté spécifique: parti de gouvernement et simultanément formation minoritaire, il a peine à rendre visible son profil aux yeux des électrices et des électeurs. D'où la nécessité d'expliquer les contraintes — liées notamment au rapport des forces — qui empêchent ou rendent difficile l'application de son programme. D'où l'exigence d'une meilleure coordination entre magistrats et députés, entre les activités aux différents niveaux politiques et d'une bonne circulation de l'information. ■

Votre confiance est notre capital

(*ag*) La Suisse appartient au cercle sélectif des pays les plus riches, on le sait; mais de tous ces privilégiés, elle a de surcroît une capacité d'épargne exceptionnelle.

Prenons les chiffres les plus récents, ceux des comptes nationaux 1987 que vient de publier l'Office fédéral de la statistique. Et dans la rubrique «Formation brute de capital de la nation», retenons trois chiffres significatifs:

— Epargne des assurances sociales (pas uniquement, mais essentiellement, celle du second pilier): 15 mia

— Epargne des sociétés (bénéfices non distribués pour constituer des réserves et des provisions): 17,5 mia

— Epargne des ménages (en forte augmentation depuis deux ans, malgré les impôts et les charges sociales): 13,7 mia.

Au total 46,3 mia. Et ne parlons pas de l'épargne de l'Etat (mais oui!) pour 8,3 milliards, ni de la capacité d'amortissement, forte, des entreprises.

Or, les salariés qui, pour une grande part, sont à l'origine de cette formation du capital de la nation — soit qu'ils cotisent, soit qu'ils assurent la productivité des entreprises, soit qu'ils épargnent — ne retirent aucun pouvoir de «leurs » milliards.

> ***«Votre confiance est notre capital.»***
> ***Slogan publicitaire de l'entreprise française Darty qui, depuis peu, appartient à son personnel.***

Non seulement la Suisse est le pays à la plus forte épargne nationale, mais encore le pays où cette épargne échappe le plus à ceux qui la forment. Extrême paradoxe. Beat Kappeler a consacré à ce sujet, dans le *Tages Anzeiger Magazin* (n° 25, 25 juin 1988) un article remarquable.

Approches

Cette épargne (toujours au sens large du terme — formation du capital de la nation — et non au sens restrictif d'épargne, individuelle, des ménages) pourrait, notamment celle du second pilier, être ressaisie dans des fonds, gérés ou cogérés par les représentants des salariés. DP souhaite depuis longtemps que les travailleurs aient, grâce à ce levier,